

Les Sans-Papiers en lutte  
Lettre ouverte à Monseigneur DUBOST, Évêque d'Évry

Massy, le 16 septembre 2007

Monseigneur,

Dans votre lettre du 9 septembre 2007, vous nous annoncez avoir saisi la justice pour nous expulser de l'Église Saint-Paul de Massy, et ce, comme vous n'êtes pas sans l'ignorer, sans avoir rien obtenu de la préfecture : ni promesse de régularisation, ni protocole d'accord et ni le moindre papier pour l'un des 506 que nous sommes.

Nous regrettons votre décision qui va nous livrer pieds et poings liés, et nous exposer à des expulsions humiliantes comme le clame haut et fort Monsieur le ministre de l'immigration.

Nous regrettons votre geste qui nous rejettera dans l'obscurité de la clandestinité, alors que nous avons toujours compté sur votre soutien pour nous amener vers les lumières de la dignité et du respect des droits humains.

Comme nous vous l'avons indiqué plusieurs fois, notre combat est le premier des combats que peut mener un être humain, à savoir le combat pour le droit d'avoir des droits.

La communauté chrétienne que nous avons rencontrée durant ces cinq mois, nous a montré du soutien et de la compréhension, certains paroissiens participent à notre collectif de soutien. Vous faites état de la position de la municipalité qui ne nous est pas favorable, mais par contre, vous ne parlez pas des élus, associations, syndicats et partis politiques qui nous soutiennent.

Notre lutte n'est pas isolée : hormis le soutien de très nombreux chrétiens, des centaines de citoyens ont participé à nos manifestations, et des milliers ont signé notre pétition et écrit des cartes postales au préfet.

Monseigneur,

Vous dites que nous aurions refusé des propositions du préfet. Permettez-nous encore une fois de vous dire qu'il n'en est absolument rien. Le préfet nous demande de partir sans aucune garantie, sans aucun accord et sans aucun protocole. Ce n'est ni juste ni équitable.

Vous nous dites aussi que nous avons refusé que l'équipe de liaison nous accompagne dans nos démarches à la préfecture. Encore une fois, nous rappelons avoir indiqué à l'équipe de liaison qu'elle avait toute sa place au sein de notre collectif de soutien, qui est l'organe que nous avons mis en place pour encadrer et organiser nos demandes incessantes de dialogue avec la Préfecture. Malheureusement, celle-ci a refusé de se joindre aux autres soutiens.

Nous regrettons votre grave décision aux conséquences redoutables et effroyables pour chacun d'entre nous. Nous envoyer les forces de l'ordre pour nous expulser de l'Église, c'est nous renvoyer vers l'arbitraire et l'injustice.

Soyez assuré, Monseigneur, de notre profond respect et de notre forte détermination.

Les Sans-Papiers en lutte.